

N° 8 / DÉCEMBRE 1990
PARAIT 8 FOIS PAR AN



Peut-on encore parler de «guerre juste»?

«S'il faut absolument choisir entre la guerre et le déshonneur, entre la guerre et l'injustice, mieux vaut encore la guerre, même si c'est le drame le plus épouvantable qu'on puisse imaginer».

Cette phrase du cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, dans une déclaration faite le 1er novembre au micro d'«Europe 1», a fait le tour du monde et a donné lieu à de nombreux commentaires.

L'un des meilleurs est celui d'un autre évêque français, Jacques Gaillot, d'Evreux qui a répondu du tac au tac au cardinal sur Antenne 2: «Si un homme d'Eglise légitime la guerre, où va-t-on?»

Il souligne en outre que «s'il y a déshonneur, c'est parce que nous n'avons rien dit pendant le massacre des Kurdes, parce que nous avons vendu des armes à l'Irak et cautionné des situations d'injustice par rapport aux immenses fortunes des émirs face aux populations arabes».

Devant les périls d'une guerre possible dans le Golfe, il nous faut en effet choisir notre camp. Non pas entre les armées qui se menacent mutuellement, mais entre la guerre ou la négociation.

Il y a quelques semaines, Philippe Beck a dit, à cette même place, le point de vue de la rédaction d'«Interrogation». Devant les déclarations divergentes des deux évêques catholiques, il n'est donc pas nécessaire de faire un dessin pour indiquer celle qui rencontre notre adhésion. A l'un nous accordons une approbation cordiale, à l'autre... un étonnement scandalisé!

Pendant ce temps la guerre menace. Et voilà que des marchands de canons aimeraient tellement que Bush lance l'offensive. On imagine déjà leur mine réjouie: «Nous allons renouveler nos stocks d'armes. Renflouer les USA bien sûr, mais qui sait, un peu plus tard, revendre des armes à l'Irak!»

Alors me vient à la mémoire une phrase de Victor Hugo qui écrivait au XIXe siècle déjà: «Si l'on veut supprimer les guerres, il faut d'abord supprimer les armées et les armements.» Avant de parler et avant de dire des bêtises, Mgr Decourtray ferait bien de puiser aux bonnes sources littéraires. Il est vrai que l'Ecriture sainte, que l'Evangile ont de fortes paroles sur le sujet. Est-ce trop demander à un cardinal de s'en inspirer quelque peu?

Bernard Bavaud

Je vous propose un menu de fêtes, et comme chaque jour peut être une fête, ne vous en privez pas!

«Menu»

A choix, selon l'appétit de chacun

«L'entrée sur fond de calme»

Prendre un peu de temps pour faire le point

Eviter d'être trop dur avec soi... et avec les autres

«Le feuilleté de germes de joie»

Dans les feuilles de sa propre vie, à trier

«La désossée du pécheur»

Oter et jeter tout ce qui n'est pas net...

Garder soigneusement le Cœur

«La corbeille de bonnes intentions»

Eviter d'en prendre trop

En choisir de préférence une ou deux bien mûres et s'y tenir

«Le filet de clairvoyance»

Pour avoir le courage de changer ce qui doit être changé...

D'accepter ce qui ne peut être changé...

Et la sagesse de différencier l'un de l'autre

«La brise légère d'amour sur paille»

Savoir encore s'émerveiller

«Les délices de la paix et de la confiance retrouvées»

A savourer quelques instants

«Le verre de l'amitié»

A partager obligatoirement!

Bon appétit

Et à l'année prochaine

Régina Mustieles



Soirée libre...

Elle se balade ce soir
La journée a bien été
Mais ce petit moment pour musarder
Est tout à fait agréable.

A certains endroits,
Il faut presque se frayer un chemin
Au travers de tout ce qui a été
Entreposé sur le trottoir
C'est le soir des gros déchets

Qui ne s'est jamais dit
Que ce serait bien de faire un tour
Régulièrement le soir des gros déchets
Il y a des trésors a trouver
Et de toute façon
Ça peut toujours servir...
C'est fou ce que les gens peuvent jeter...
Au pire vous pouvez le replacer
Le mois suivant...

Elle se dit tout ça dans sa tête
Regardant négligemment
Ces gros objets..

Mais là... tout à coup...
Un canapé... LE CANAPE...

Elle s'assied dessus
Manière d'en prendre possession...
Mais elle est à pied...
Le traîner... ???
Il pèse au moins
Le poids de l'intérêt qu'elle en a...

Seule avec son canapé
Qu'elle vient d'adopter...

Après bien des hésitations
Et après avoir choisi le gars
Qui paraissait non seulement
Honnête... mais costaud...

«Pourriez pas m'aider s.v.p....
A ramener... ce canapé
Chez moi...»
«... ... ...
Je vais chercher un véhicule...»

Et elle attend sur SON canapé
Veillant ainsi sur son bien.
Les passants regardent amusés...
L'un d'entre eux l'interpelle
De sa camionnette...
Ce n'est pas le même que tout à l'heure.
«C'est à vous ce Canapé ???
... ...
Je vous en donne 4 000 francs...
A l'emporter... comme il est là...»

Actuellement elle peut s'assoir
Sur SON CANAPE chez elle...

Ne doutant pas de la valeur...
Des balades le soir...

Gilbert Zbären





«¡Es una vida maravillosa!»

de Dario Tonaccia, édité par Helvetas, Association suisse pour le développement et la coopération.

L'auteur: Dario Tonaccia est né à Locarno en 1962. Après des études commerciales, il fréquente l'école d'art Giorgio Vasari à Lugano et s'inscrit en 1985 à l'Académie des Beaux-Arts de Bréra à Milan. Il travaille actuellement à mi-temps et aimerait pouvoir se consacrer entièrement à la peinture.

Le Guatemala, pays au riche passé culturel, patrie du Quetzal, l'oiseau mythique, nourrit les rêves d'un jeune homme. Qu'en est-il de cette culture aujourd'hui, comment est-elle vécue par les Indios, les descendants des fiers Mayas? Les réponses qu'il trouve dans les livres ne lui suffisent plus, il décide de se rendre sur place.

Comment augmenter le rendement des plantations de café, de banane et de coton de la firme IN? Telle est la motivation qui anime un homme d'affaires prenant l'avion à destination du Guatemala.

Les préoccupations d'un Indio du haut plateau sont très éloignées de celles des deux autres personnages que rien ne destinait à se rencontrer.

Pourtant, leurs chemins se croiseront... ils ne seront plus les mêmes.

Premier album de bandes dessinées publié par Helvetas, «¡Es una vida maravillosa!» est disponible à l'adresse suivante: Helvetas, secrétariat romand, av. de la Gare 38, CP 866, 1001 Lausanne, tél. 021/23 33 73

InfoSud

Centre de documentation

Les musulmans sont-ils des fanatiques?
Biotechnologies: solution pour le tiers monde?
Qu'en est-il du Burkina Faso depuis la mort de Sankara?
Négociations du GATT: quelles conséquences pour les paysans du tiers monde?
Est-Ouest, le Sud perd-il le Nord?

Notre documentation vous permettra de trouver les réponses à toutes ces questions et à bien d'autres encore...

Notre créneau: le tiers monde (Afrique, Asie, Amérique latine), les problèmes de développement et les relations Nord-Sud.

Des centaines de milliers d'articles classés sont à votre disposition.

Consultation gratuite sur place (20 ct. la photocopie)

Notre adresse:
InfoSud-Documentation
Ch. des Epinettes 10
CH-1007 Lausanne
Tél. 021 / 617 43 53

Prendre le temps

Thèses de Justice et Paix sur l'usage du temps dans notre société

La qualité de vie ne dépend pas seulement de la possession de biens matériels, mais aussi d'un certain «bien-être temporel». Disposer d'une certaine autonomie dans l'organisation de son temps est nécessaire.

Etant donné le rythme de vie toujours plus stressant imposé par notre société, la promotion d'un bien-être relatif au temps paraît prioritaire face à la croissance quantitative.

Tel est l'axe principal de la brochure que la commission nationale suisse Justice et Paix publie aujourd'hui sous le titre «Prendre le temps, quelques thèses sur l'usage du temps dans notre société».

Consciente que la question du temps acquiert une importance croissante et que de plus en plus de personnes ressentent un réel malaise face à cette dimension de leur existence, la commission Justice et Paix souhaite par ses 26 thèses mettre en lumière certains problèmes liés au temps et proposer quelques solutions.

Cette brochure de 53 pages est disponible au prix de Frs 8.– en français, allemand et italien à: Justice et Paix, CP 6872, 3001 Berne.

Projets pour femmes

«Je travaille à l'Abri pour Femmes Battues de Loundon (USA), une maison où viennent des femmes battues par leur mari ou partenaire et cherchant à rompre avec leur situation de vie actuelle. Je connaissais l'existence de telles maisons de femmes chez nous, mais sans m'y être intéressée de plus près. je ne savais pas que la violence à l'intérieur de la famille fût un tel problème.»

Mechtild Eisfeld a 50 ans. Elle est partie avec Eiréné pour un an et demi aux USA, pour y effectuer un «service social pour la paix». Eiréné collabore aussi à des projets de ce type en République d'Irlande et en Irlande du Nord. Ainsi Ulla Pfeffer, 20 ans, travaille dans un centre pour femmes à Belfast. Elle écrit:

«Il est beau de voir comment des femmes recommencent à faire des plans pour leur vie et celle de leurs enfants. Les femmes viennent dans notre foyer de tout Belfast, d'Irlande du Nord et même depuis la République, parce que chez elles elles ne se sentent plus à l'abri de leur homme!» Le nombre de violences faites aux femmes au sein du couple est particulièrement élevé en Irlande (Nord et Sud) du fait des représentations traditionnelles du rôle de la femme, ainsi qu'à cause des taux de chômage et d'alcoolisme élevés.

Actuellement, seuls quelque 10% des volontaires partant avec Eiréné sont des femmes (la proportion semble d'ailleurs similaire dans nombre d'organisations). Longtemps avant tout orienté vers les besoins et possibilités des objecteurs de conscience allemands, notre «Programme Nord» a moins pris en compte les besoins propres aux femmes. Nous souhaitons que cela change et cherchons davantage de projets attrayants pour des femmes, de même qu'au secrétariat central, à Neuwied (RFA), nous tâchons d'augmenter la proportion de femmes dans l'équipe. C'est toute la problématique hommes-femmes que nous souhaitons aider à développer, dans la conscience des gens chez nous comme ailleurs.

Un service social à l'étranger peut améliorer le statut de la femme, tant socialement que personnellement. A ce propos, encore quelques mots de Mechtild Eisfeld:

«Quand je pense aux 6 mois de service que j'ai déjà derrière moi, je ne peux que dire: c'était une période féconde. J'arrive encore mal à évaluer combien ce travail avec des femmes et des enfants a modifié de choses en moi, combien il a élargi mon horizon. Et, bien sûr, je me pose aussi la question: et à elles, ici, qu'est-ce que j'ai apporté? J'ai passé par des phases «tout cela ne mène à rien», des phases «à quoi puis-je bien être utile?» Mais dans de meilleurs moments, je sais que j'ai contribué à mettre un peu de joie, de détente et d'assurance dans la vie de maintes femmes battues et enfants maltraités. L'important est de maintenir en vie la petite flamme qui nous pousse toujours en avant, et, quand les «grandes choses» nous échappent, de faire les «petites» sans désespérer, ou du moins sans nous laisser paralyser par notre désespoir... Je trouve particulièrement important le fait d'être ici une étrangère: cela exige un effort mutuel de compréhension et ébranle des préjugés réciproques.»

Eiréné cherche des femmes engagées pour les projets suivants:

- **Travail dans un foyer de femmes de l'organisation «Women's Aid» à Belfast, et au «Focus Point» à Dublin.**
- **Travail au «Women's Centre» de Belfast** (conseil, publications, soutien à des campagnes, constitution de groupes de femmes, soin aux enfants).
- **Collaboration à des Centres Femmes aux USA.**

Pour tous détails, adressez-vous à la branche suisse (adresse au dos de ce journal).

Andrea Pfeiffer
trad. Philippe Beck

Aux USA 20% des meurtres sont perpétrés dans le cadre de la famille



Women's Aid, foyer pour femmes à Belfast.



Le Monde, 9.11.1990.

Soigner la Terre

« UNE seule Terre », telle était la devise de la fameuse conférence de Stockholm sur l'environnement réunie par l'ONU en 1971. Il aura fallu attendre près de vingt ans pour que ce fier mot d'ordre prenne enfin corps. C'est en effet un premier pas en ce sens que vient de faire la communauté mondiale en s'engageant, à Genève, mercredi 7 novembre, à réduire sa pollution atmosphérique pour, si possible, freiner le lent réchauffement de la planète par « effet de serre ».

Certes, les Etats-Unis ont refusé de s'engager sur des chiffres, mais non sur le fond, puisque le président Bush va bientôt apposer sa signature au bas du Clean Air Act (loi sur la pureté de l'air). Mais la quasi-totalité des 137 Etats représentés à la deuxième Conférence mondiale sur le climat ont ratifié l'engagement de Genève. Cette quasi-unanimité n'était pas évidente, « a priori », à cause des disparités entre les pays industrialisés, gros pollueurs de l'air, et les nations en développement, qui n'ont de cesse de rattraper les riches, quitte à polluer comme eux...

A eux seuls, les Etats-Unis émettent dans l'atmosphère 22 % du gaz carbonique produit par l'activité de l'homme, notamment par les installations de combustion et la circulation automobile. Mais la Communauté européenne suit de très près les champions de la pollution atmosphérique, malgré toutes les mesures déjà prises pour limiter les émissions de gaz.

La ratification de la déclaration finale de Genève signifie que les pays riches, victimes de leur propre pollution, n'hésitent plus aujourd'hui à s'engager dans des programmes draconiens de réduction des émissions polluantes. Ils se sont en effet aperçus que le nettoyage « à la source » coûte finalement moins cher que les travaux de dépollution. Lui seul permet d'arrêter la course à l'abîme que représente le réchauffement de la planète. Il est significatif, à cet égard, que les premiers ministres français et britannique aient, le même jour, reconnu qu'il valait mieux agir dès aujourd'hui, sans attendre des conclusions scientifiques définitives.

QUANT aux pays semi-industrialisés ou en voie de développement, ils commencent à se rendre compte, eux aussi, que la protection de leur environnement est une condition de survie. Pourvu que les pays riches les aident à mettre en œuvre des technologies propres, ils acceptent de ne pas se lancer dans une industrialisation destructrice des milieux naturels.

Trois ans après le protocole de Montréal pour la protection de la couche d'ozone, impliquant une limitation des CFC (chlorofluorocarbones) déjà bien avancée, l'accord de Genève représente un pas décisif vers la prise de conscience mondiale de la fragilité de notre environnement commun. On peut espérer qu'à ce train la conférence des Nations unies pour l'environnement, qui doit se tenir en 1992 à Rio-de-Janeiro, ne sera pas seulement un salon où l'on cause.

L'Echo, 27.10.1990.

La faim dans le monde

Dans un message adressé à M. Saouma, directeur général de la FAO, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation (16 octobre), Jean Paul II dit notamment:

«Les aliments produits dans le monde et actuellement disponibles sont suffisants pour répondre aux besoins nutritifs de la population mondiale. On ne saurait donc considérer comme justifiée une politique qui ne viserait qu'à augmenter globalement la production mondiale ou au contraire à limiter par la contrainte le développement démographique.

» Il est urgent d'affronter les problèmes de la faim et de le faire d'une manière efficace, mais pour cela il est indispensable de les replacer dans le cadre plus large du développement économique et social de chaque nation, considéré dans ses rapports avec la communauté internationale.

» Il faut avant tout faire en sorte que chaque pays accroisse ses propres ressources pour arriver à l'autosuffisance alimentaire.

» On devra par ailleurs recourir à des nouveaux modèles de développement en adoptant des politiques d'aide alimentaire qui n'aggravent pas la situation des pays moins avancés ou leur dépendance.» — (17 octobre.)

(Ce message a été lu le 16 octobre à la FAO, à Rome. Dans son discours, le directeur de la FAO (Food and Agriculture Organisation) a souligné que chaque minute 15 enfants meurent de faim sur la planète.)

Le Pays, 16.11.1990.

TIERS MONDE

Aide de la CEE

La Communauté européenne a annoncé l'adoption d'une enveloppe de 45,1 millions d'écus d'aide destinée à financer des projets de développement dans plusieurs pays du tiers monde.

Sur ce total, une enveloppe de 17 millions d'écus sera entièrement consacrée à l'Ethiopie, frappée par la sécheresse, la baisse des cours du café et asphyxiée par sa dette extérieure. L'Angola recevra 12,3 millions d'écus pour améliorer les conditions sanitaires du pays et notamment construire un réseau d'égouts dans la capitale, Luanda.

Les autres pays bénéficiaires sont la Tanzanie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les pays de la zone Caraïbes-Pacifique. (ap)



ANN, 223, 31.10.1990.

SOMBRE TRAFIC

Alors qu'un "Sommet mondial pour l'enfance" s'est tenu en septembre à l'ONU, la situation des enfants centraméricains s'aggrave en même temp que la crise. Abandon, drogue, alcool, délinquance, misère absolue sont le lot de 5 millions d'entre eux. Aux plaies traditionnelles, depuis plusieurs années s'ajoutent de nouveaux drames : la vente, avant la naissance, pour alimenter des réseaux de prostitution étatsuniens et européens, et la vente ou l'enlèvement destinés à fournir le marché international d'organes. On vient de découvrir à Tegucigalpa trois nouveaux "élevages" de bébés pour l'exportation... L'hebdomadaire El Semanario a enquêté pour connaître la situation au Nicaragua.

"Le trafic international d'organes pourrait être l'activité réelle de nombreuses agences qui cherchent à adopter des enfants pour les envoyer à l'étranger. Ces agences opèrent au Guatémala, au Costa Rica et probablement aussi au Nicaragua, selon des informations obtenues par *El Semanario*. Ces organisations privées ont en effet demandé l'autorisation de mener leurs activités au Nicaragua, mais les autorités résistent. Cependant, selon des sources liées à la police, elles on organisé des réseaux d'enlèvement d'enfants qui, une fois entre leurs mains, sont pratiquement dépecés pour récupérer leurs organes.

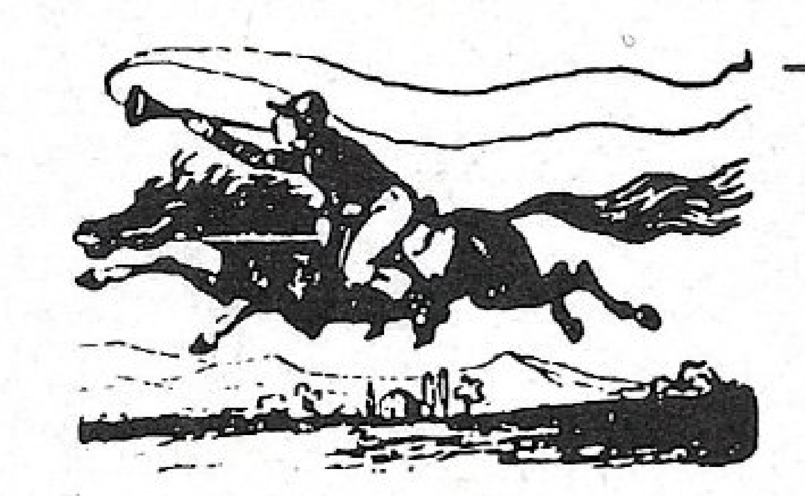
Cet épouvantable trafic d'organes s'est accru en Amérique centrale au rythme de la crise et depuis que des cliniques étatsuniens de luxe, à Los Angeles, Chicago, New York ou Denvers, les offrent aux enchères.

Au Guatemala, des enfants ont disparus mystérieusement puis, dans le meilleur des cas, sont réapparus avec des organes en moins. Le scandale vient d'éclater au Costa Rica, où l'on a découvert l'existence d'un réseau qui, s'abritant derrière de supposées familles riches en mal d'adoption, se consacrait en fait à la vente d'organes. La Chambre des députés a crée une commision d'enquête sur ce trafic où sont mêleé des médecins, des avocats et des psychologues.

Au Nicaragua, l'Institut nicaraguayen de la sécurité sociale et du bien-être (INSSBI), qui est responsable des orphelinats et des adoptions, a pour principe que l'enfant adopté doit rester dans le pays et prend des garanties pour sa sécurité dans son nouveau foyer. Le précédent gouvernement avait en effet instauré un processus prudent et les parents adoptifs devaient remplir certaines conditions. Après le changement de gouvernement, les agences d'adoption ont commencé à faire pression et il y a même eu la proposition d'un orphelinat privé. Les travailleurs sociaux insistent sur le fait que si le gouvernement accepte leur demande, il faudrait mener des enquêtes approfondies sur leurs activités. De son côté, Silviano Matamoros, ministre de l'INSSBI, explique : "Ici, nous n'autorisons pas ces choses. L'adoption est une affaire délicate et l'on a découvert que certains organismes en font négoce". Il reconnaît que ces derniers savent se camoufler et, parfois, peuvent finir par convaincre.

Managua, 23 octobre (ANN/El Semanario).

Le Monde Diplomatique, 24.10.1990.



Jeux de piste

CERTES, quelques-uns de ses dirigeants avaient joué un rôle peu glorieux sous la dictature de Somoza. Certes, une partie des fonds versés par Washington s'étaient égarés sur des comptes en banque d'îles caraïbes. Mais la Contra nicaraguayenne était présentée comme globalement pure et dure : son combat ne servait-il pas la liberté puisqu'il visait à abattre le régime sandiniste ?

La vertu aurait-elle été victime de la démocratie ? Démobilisée à la suite des élections et du changement de régime à Managua, la Contra devait remettre ses armes à des observateurs de l'ONU. Las, la moitié d'entre elles ont emprunté des pistes plus douteuses, notamment celles des narcotrafiquants colombiens, ainsi qu'en témoignent des rapports d'Interpol et des services de renseignements de Bogota et de San-José de Costa-Rica (1).

L'information a de quoi décourager le contribuable américain : il aura donc financé un mouvement à la noble cause qui arme aujourd'hui des gangs contre lesquels il lui est demandé désormais de... financer un combat sans merci, d'autant plus difficile que, toujours selon ces rapports, les liens se renforcent entre les réseaux colombiens et les mafias italienne et espagnole. Et la Contra elle-même, dès ses origines, avait bénéficié, grâce aux réseaux mis en place par la Maison-Blanche, de l'argent de la drogue... Ses dirigeants bénéficièrent ainsi d'une aide que le Congrès américain finit par lui mesurer, après des années de largesse. Et le colonel North, exécutant, dans le scandale du « contragate », de la politique de M. Reagan, fut un temps le « héros » d'une Amérique en croisade.

Mais le contribuable a l'habitude : après avoir financé, sans le savoir, la « création » d'un certain Noriega, il a applaudi à une expédition visant à le détruire. Il est vrai qu'après avoir entendu qualifier de « terroristes » plusieurs Etats (par exemple la Syrie), il découvre soudain, la crise du Golfe aidant, qu'ils peuvent, sans en rien avoir modifié leurs pratiques, devenir d'utiles alliés... Les sentiers de la politique manquent parfois de luminosité.

J. D.

(1) Lire « Cocaine Gangs Harvest Ex-Contra Weaponry », *Washington Post*, repris dans l'*International Herald Tribune*, 17 septembre 1990.



Une petite «fiche» en guise d'avant-propos

Avant de me mettre à ma machine pour rédiger ce billet, l'idée m'a pris de regarder le Temps Présent consacré à l'affaire des fiches. Erreur profonde: cette émission est arrivée à m'enlever, pour un moment, toute sérénité. Je ressens en moi quelque chose de l'écolier qui a subi une injustice et qui a envie de casser quelque chose dans la classe. Envie par exemple d'envoyer sur les roses l'enquêteur qui sonnera à ma porte avec la feuille du recensement à la main. Réaction absurde, je vous le concède, mais je vous avoue qu'elle m'a traversé l'esprit au moment d'éteindre le poste. Une dame, interviewée dans l'émission, avait de la peine à retenir son émotion en disant qu'on avait cassé en elle la petite fille qui allait au Premier Août avec son lampion; pareillement j'en viens à me demander si mon sentiment de liberté n'en a pas pris un coup: et si ma vie dans ce pays s'était déroulée devant un miroir sans tain? D'une opacité qui garantit la discrétion à mes yeux mais, dans les faits, translucide aux voyeurs de tous poils. Des voyeurs, qui plus est, que je paie par mes impots... Et par mes timbres car, s'il n'a pas été question des PTT dans l'émission, il est sûr que cette respectable administration est largement éclaboussée, notamment par les écoutes téléphoniques. Excusez la digression.

Un lieu privilégié pour lire la Parole

Depuis le mois de septembre, je suis aumônier à la prison. L'univers carcéral est un monde qu'il faut du temps pour découvrir et je serais bien incapable – ou présomptueux – de vous en parler aujourd'hui. En revanche, j'ai envie de vous partager une découverte.

Lors des célébrations qui ont lieu tous les quinze jours, j'utilise pour la liturgie les mêmes textes que toutes les paroisses catholiques.

Or j'ai eu l'impression, à chaque fois, que ces passages correspondaient parfaitement à mon auditoire. Voulez-vous des exemples?

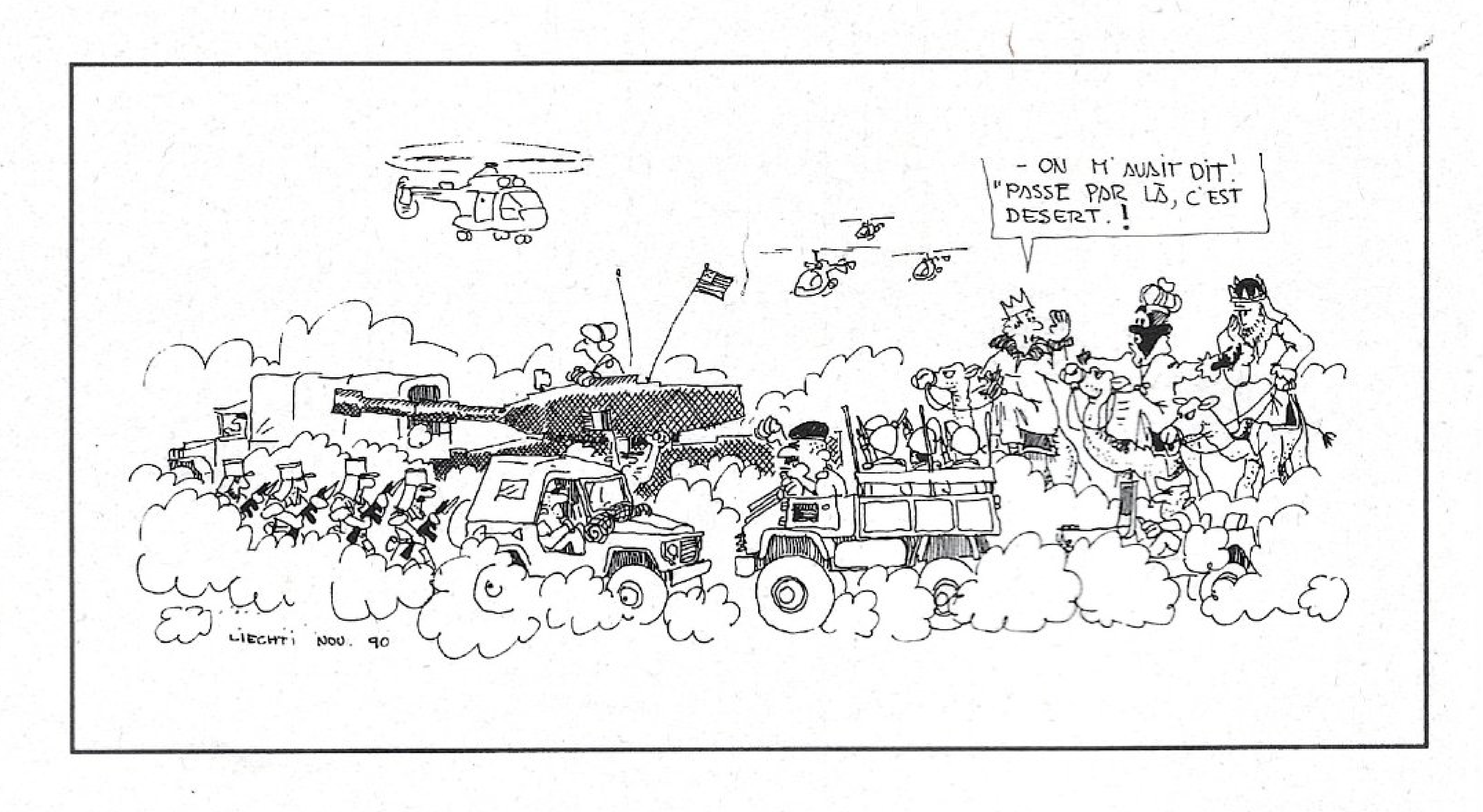
Le 16 septembre, une parabole toute entière centrée sur le pardon reçu et donné. Le 30 septembre, on entend Jésus nous dire: Amen je vous le déclare, les publicains et les prostituées vous précèdent dans le Royaume de Dieu». Le 14 octobre, de nouveau une parabole: celle du festin de noce pour laquelle les premiers invités – les gens bien – sont déclarés indignes; si la salle de fête est remplie, c'est avec tous ceux que l'on rencontre sur la rue, avec «les mauvais comme les bons»... etc...

Heureuse coincidence? Et si c'était tout l'Evangile qui était d'abord fait pour mes nouveaux amis? Ou, pour le dire autrement, et si la prison était un lieu privilégié pour lire la Parole de Dieu? Cette «option préférentielle de Dieu pour les pauvres» que les théologiens de la libération ont découvert en relisant la Parole de Dieu dans un bidonville de Lima ou de Soweto, j'ai l'impression, à ma petite échelle, de la toucher du doigt.

Voilà que les textes reprennent vigueur et couleur. Ils reprennent force. Après une célébration, un homme dans la soixantaine demande à me rencontrer pour me dire que la parabole sur le pardon l'a bouleversé et qu'il ne sait plus que faire de la haine – bien explicable – qui l'habite. Comment ne pas repenser à la phrase que St Paul écrivait aux chrétiens de Rome «Je n'ai pas honte de l'Evangile: il est puissance de Dieu...»

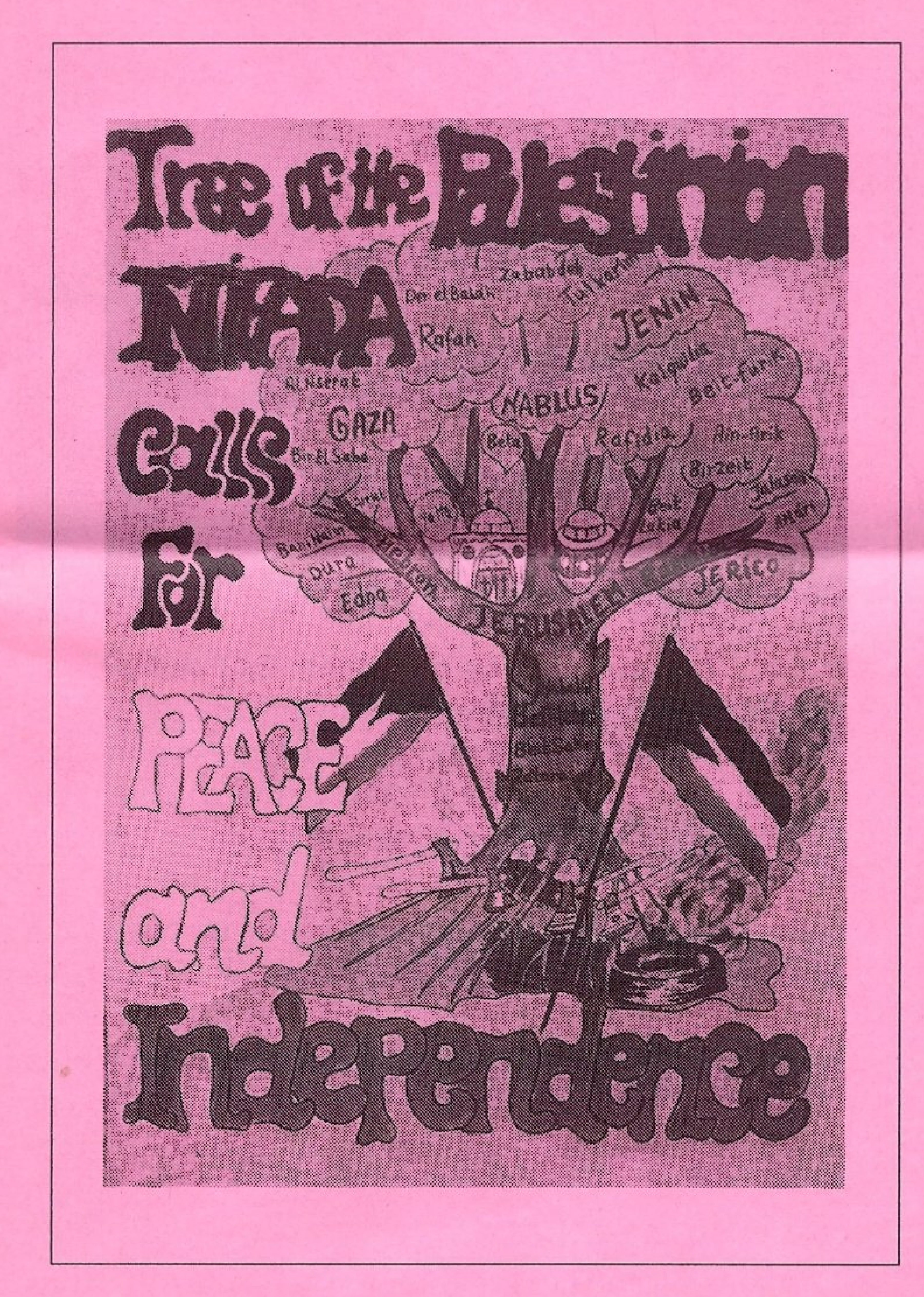
«L'Evangile, c'est comme la canne à sucre – disent avec saveur des chrétiens brésiliens – soit on le mange cru et cela donne des forces, soit on le distille, on en fait une liqueur et cela nous met la tête dans les nuages». La prison est, je crois, un de ces lieux où je vais pouvoir manger l'Evangile «cru». Et je m'en réjouis profondément.

André Fol



Palestine: la guerre économique contre l'Intifada

Depuis l'institution de l'Etat d'Israël en 1948, la population palestinienne se bat pour l'indépendance de son Etat. Aujourd'hui plus que jamais, ce droit s'avère nécessaire pour éviter que le peuple palestinien ne devienne sous-développé. Alors qu'il avait été créé pour garantir la sécurité de son peuple, Israël reste en état de guerre permanent et occupe militairement et administrativement les territoires palestiniens. Quarante ans de combat n'ont pas permis aux deux peuples de trouver une solution satisfaisante: Israël se sent toujours menacé par les pays arabes, l'Etat palestinien n'a pas encore vu le jour malgré les résolutions de l'ONU et l'évolution de la population palestinienne. Actuellement les Palestiniens acceptent la perte d'une partie de leur terre d'origine, reconnaissent Israël et sont réellement prêts à vivre avec lui à condition d'être aussi reconnus et d'avoir droit à leur propre Etat.



La guerre des pierres, les confrontations, les blessés et les morts sont maintenant connus du grand public; ce qui l'est moins et que les Palestiniens découvrent petit à petit, c'est l'impasse économique à laquelle les contraint la police israélienne.

A travers l'Intifada s'est mise en place toute une volonté de développement pour transformer le système économique palestinien.

Celui-ci reposait principalement sur l'économie israélienne, en raison du grand nombre de Palestiniens travaillant en Israël et de son monopole sur la majorité des produits. Depuis trois ans les Palestiniens consacrent toute leur énergie à construire économiquement leur Etat. Ils essaient de diminuer le nombre de travailleurs en Israël tout en développant leurs propres réseaux de production. Différentes initiatives ont pris place «nationalement» pour réduire la dépendance vis-à-vis de l'Etat israélien. Les mots d'ordre de retour à la terre ont été les plus suivis, et le secteur agricole s'avère une des ressources effectives. En quelques mois, les jardins autour des maisons sont devenus de véritables potagers, au milieu desquels ont surgi des poulaillers, des clapiers et des pigeonniers, permettant à de nombreuses familles de produire un minimum de denrées alimentaires. Sur une échelle plus grande, de nombreuses terres en friche ont été remises en cultures, beaucoup de jeunes oliviers, d'arbres fruitiers et de vignes ont été plantés. Des groupes de conseillers agricoles ont mis leurs services à la disposition des paysans, les initiant aux nouvelles techniques et recherchant avec eux les espèces les plus adaptées. Mais très rapidement les paysans se sont confrontés aux différents obstacles de la politique israélienne.

Du jour au lendemain un paysan peut voir une partie de ses terres réquisitionnées. Pour cela, les autorités israéliennes utilisent plusieurs lois passées et présentes, qu'elles modifient à leur avantage: lois ottomanes, britanniques, jordaniennes, israéliennes, auxquelles il faut rajouter les décrets militaires qui leur donnent plein pouvoir. La majorité des terres ont été confisquées pour raison d'Etat ou de sécurité, laissant les propriétaires sans aucun recours en justice possible. Aujourd'hui, plus de la moitié des terres des territoires occupés sont en mains israéliennes.

Le monopole de l'eau

Un autre problème tout aussi crucial est celui de l'eau. Les hydrologistes, après différentes études dans les territoires, constatent que le réel problème de l'eau n'est pas un problème de quantité, même s'il va le devenir rapidement, mais d'injustice dans sa gestion. Les villages qui ont l'eau courante doivent payer trois à quatre fois plus cher que leurs voisins les colons



Cultures (concombres, courgettes) en terres non irriguées. (Nord de la Cisjordanie)

israéliens l'eau qui coule sous leurs pieds. Ils ne peuvent bénéficier comme eux des prix avantageux pour les zones agricoles. Quand les villages ont l'eau coupée par punition collective ou parce que des habitants ne peuvent pas payer la facture, les habitants doivent aller acheter l'eau par conteneurs de 8 m^3, ce qui quintuple le prix du m^3. Les Palestiniens réalisent qu'il est impossible de défier la main mise sur l'eau par Israël. Traditionnellement, les Palestiniens pompent l'eau du sous-sol par des puits profonds de 150 m, qui atteignent le niveau supérieur de la nappe phréatique. Aujourd'hui, seul des puits de 120 m de profondeur peuvent être creusés sur autorisation. Sur les 720 puits existants en 1967, seuls 270 sont en état de fonctionnement; les autres ont été confisqués, détériorés avec interdiction de les restaurer ou asséchés par les puits des colons israéliens qui vont, eux, jusqu'à 600 m de profondeur. Actuellement les Palestiniens cherchent à suppléer à ce manque en exploitant au maximum les sources qui avaient été délaissées en raison de l'attrait du travail en Israël. Ils réaménagent les citernes traditionnelles qui recueillent l'eau de pluie tombée sur les toits et qui couvrent environ trois mois des besoins, sur les sept mois sans pluie. De plus grandes citernes ou retenues d'eau permettraient aux villages nécessiteux de cultiver davantage, mais il est obligatoire d'avoir un permis pour construire des citernes supérieures à 100 m^3 de volume, et toute autre retenue d'eau, barrage, vasque,... est interdite. Le monopole de l'eau permet à Israël de gérer à sa guise le réservoir de la Cisjordanie, de continuer à l'utiliser pour sa consommation (40% de la consommation israélienne provient de Cisjordanie), et de limiter le développement agricole palestinien.

Comment les Palestiniens pourraient-ils ne pas crier à l'injustice quand ils voient se développer une colonie verdoyante sur leurs terres confisquées? Avec de l'eau il n'est pas difficile d'obtenir une gamme de produits variés et de récolter quatre fois par an! Les Palestiniens cultivent des espèces adaptées au terrain et aux données climatologiques, qui donnent une récolte par an grâce à l'eau du ciel.

Alors que les paysans irriguent 6% des terres qu'ils cultivent, les colons israéliens en irriguent 69%.

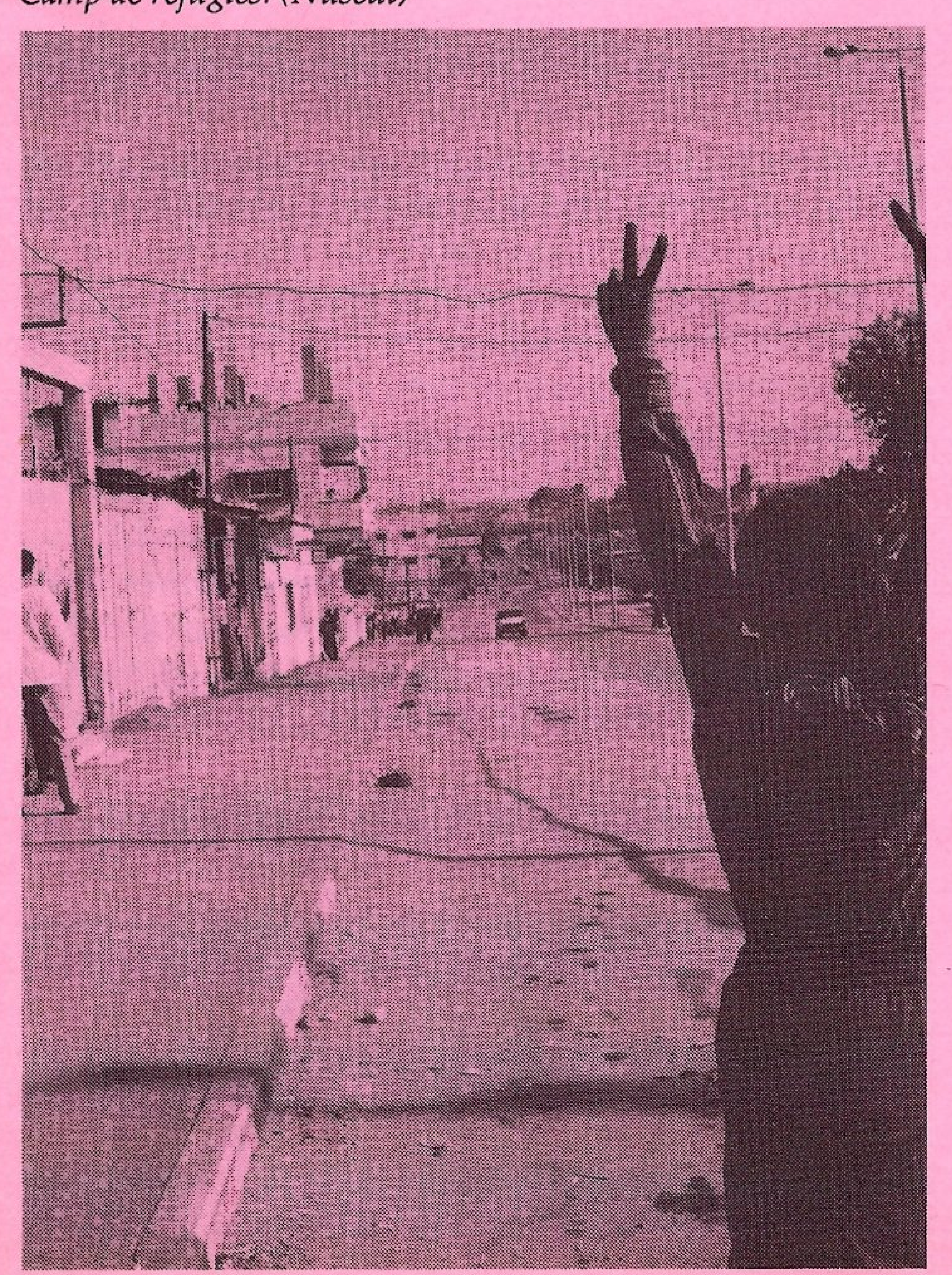
Des exportations réprimées

Malgré les sévères restrictions, la production agricole a augmenté. Mais Israël n'a pas hésité à mettre en vigueur toute une série de lois pour contrecarrer les tentatives d'essor palestiniennes. Par exemple, tout produit non israélien entrant ou sortant en Israël est soumis à de lourdes taxes. Jérusalem étant considérée comme ville israélienne, les échanges entre le nord et le sud de la Cisjordanie ou la Bande de Gaza sont limités car les taxes augmentent le coût du produit, qui devient beaucoup plus cher que celui d'Israël. Depuis

plusieurs années, les Palestiniens exportent vers les Pays arabes. Là aussi Israël complique la tâche des transporteurs en ne leur délivrant des laissez-passer que d'une journée, réduisant ainsi leur potentiel de livraisons par sortie des territoires, ce qui augmente aussi le prix des marchandises. Grâce au soutien actif de certains pays européens, les Palestiniens ont réussi à obtenir le droit d'exporter vers l'Europe. Pour «raison de sécurité» et de contrôle, la marchandise reste longtemps aux postes de douane. Les variations de température et la durée de transport rendent souvent les produits inconsommables à l'arrivée. A la vue des oranges flétries ou des fraises en marmelade, les importateurs hésitent à renouveler leurs commandes.

Devant les limites actuelles de l'exportation des produits frais, les économistes ont tenté d'exploiter la voie de la conservation. La construction d'usines nécessite fonds financiers et autorisations. Il est pratiquement impossible d'obtenir des autorisations pour des projets susceptibles de concurrencer Israël. Des ingénieurs ont été emprisonnés pour avoir construit des fermes expérimentales qui permettaient aux habitants de la région d'être conseillés pour aménager leur potager ou cultiver leur exploitation familiale. Ceux qui cherchent à mettre en place des projets de développement sont souvent obligés de travailler clandestinement. Les analyses et expériences se poursuivent néanmoins, mais beaucoup plus lentement et à plus petite échelle que les Palestiniens ne le pourraient. Non seulement les voies de la recherche et du progrès sont limitées, car très contrôlées et rarement autorisées, mais les possibilités d'études pour les jeunes se réduisent. Les universités sont fermées depuis trois ans. Aller étudier à l'étranger coûte cher, et il subsiste toujours le risque de perdre sa carte de résident dans les territoires après plusieurs années passées à l'étranger. Le niveau d'instruction baisse, au désespoir des Palestiniens, le peuple le plus instruit des pays arabes.

Camp de réfugiés. (Nuseut)



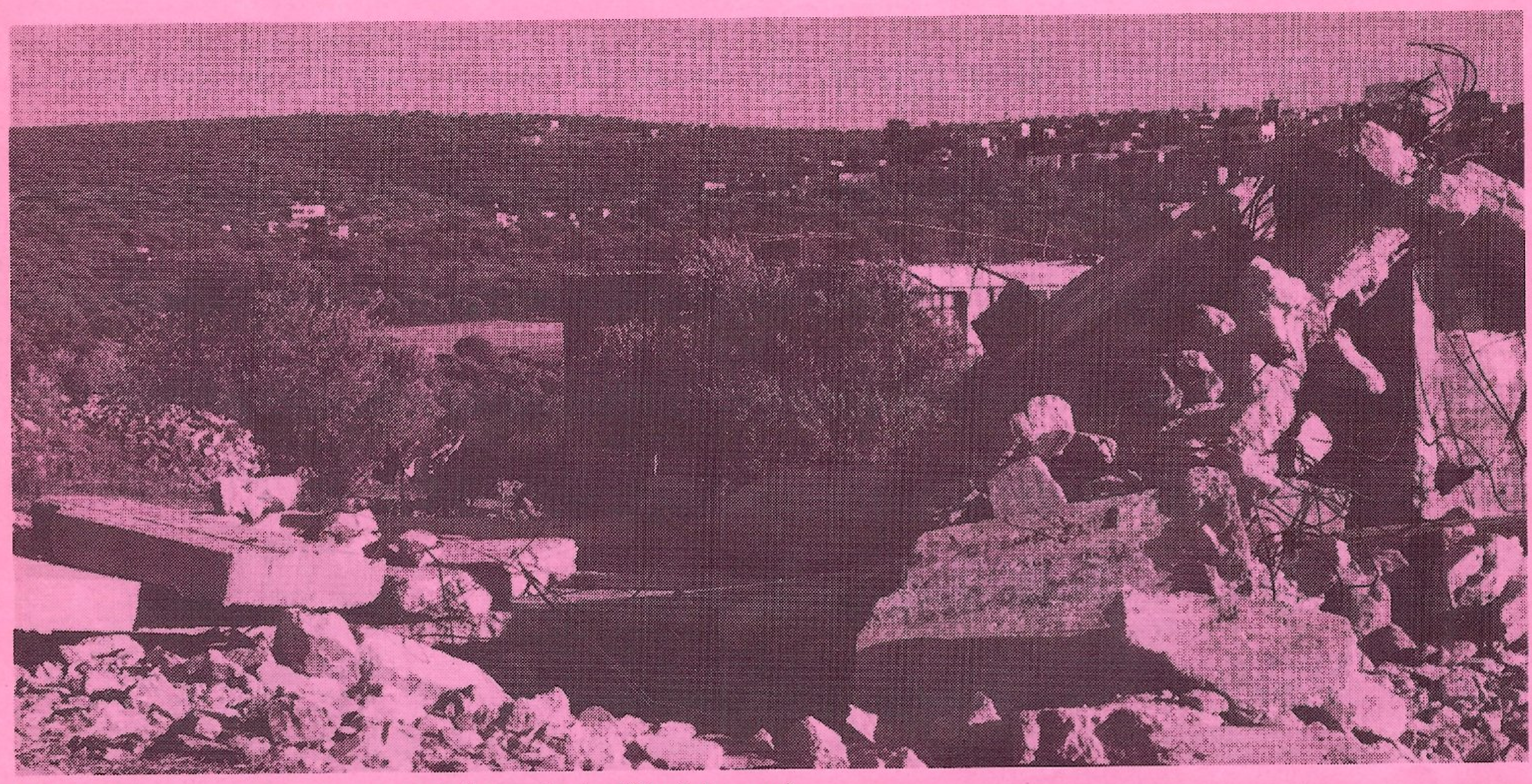
Aucune subvention financière de l'Etat israélien n'est octroyée aux Palestiniens. Les nombreux impôts prélevés dans les territoires ne sont réinvestis que pour l'armée ou l'aménagement des colonies. Les parents doivent se cotiser pour l'entretien des écoles gouvernementales (qui dépendent des autorités israéliennes). Le secteur de la santé devient de plus en plus nécessiteux. Malgré les nombreuses aides financières des pays occidentaux et les salaires des Palestiniens travaillant dans les autres pays arabes, le nombre de lits d'hôpital est insuffisant et de nombreux services sont dans le besoin.

Aujourd'hui, les Palestiniens constatent à quel point la politique israélienne leur bloque toute possibilité de développement. L'économie palestinienne ne peut pas évoluer positivement puisqu'elle est freinée à tous les niveaux et qu'elle ne peut bénéficier des systèmes habituels, comme le prêt pour lancer de nouveaux projets. Les difficultés pour obtenir un simple permis de construire des maisons familiales sont aussi un signe de la volonté d'Israël de dissuader les Palestiniens de rester dans les territoires. Les autorités israéliennes font respecter les limites constructibles établies en 1936 sous le mandat britannique. Avec l'évolution de la démographie, ces limites sont largement atteintes. Parce que les gens n'ont pas d'autre solution, des milliers de maisons sont construites sans permis, avec la menace incessante d'être détruites. Depuis le soulèvement, plus de 800 maisons ont été démolies.

Une occupation en profondeur

Parallèlement à toutes ces restrictions, les paysages et les structures des territoires se modifient sous l'œil amer des Palestiniens. De nouvelles colonies continuent de s'implanter sur les terres réquisitionnées, dont le nombre d'hectares augmente régulièrement. Les axes routiers changent la physionomie du pays: l'axe nord-sud qui reliait les principales villes palesti-





Maison démolie parce que sans permis de construire. (Nord du pays)

niennes fait place à des axes est-ouest pour relier les différentes colonies entre elles et vers la côte israélienne, enclavant les villages palestiniens et les isolant des axes principaux.

La détermination des Palestiniens à créer leur Etat indépendant a poussé le gouvernement israélien à dévoiler sa volonté d'écraser le peuple palestinien. Derrière une apparence de démocratie, les autorités israéliennes savent utiliser tous les moyens. Elles savent jouer sur les différentes lois et adapter la répression en fonction des événements. Une des subtilités est l'octroi des autorisations. Rien n'est interdit, mais tout nécessite une autorisation; et pour ne pas être accusées d'interdire tout développement, les autorités vont accepter un petit nombre d'initiatives. La répression s'individualise de plus en plus. Il est bien plus difficile pour l'opinion de réagir face à un grand nombre de répressions différentes, qu'à une unique collective.

Les Palestiniens épuisés par leur lutte pensent avoir fait le tour des possibilités d'actions non-violentes qu'ils pouvaient mener sans risquer de perdre davantage et d'affaiblir en conséquence la résistance même. Ils ont l'impression d'avoir tout donné et de n'avoir rien reçu. Ils ont compris que les mouvements israéliens pour la paix, même si certains sont déterminés et engagés pour la création d'un Etat palestinien, ne sont pas en mesure de faire comprendre la nécessité d'un Etat palestinien à la société israélienne qui pourrait faire changer la politique du gouvernement. Si les forces intérieures ne peuvent aboutir à un résultat, seule l'opinion internationale peut jouer un rôle et faire pression auprès du gouvernement israélien. La situation actuelle du Golfe, dont les conséquences aggravent l'économie des Palestinients, pourrait être le moment propice pour faire respecter le droit et la justice dans les territoires occupés. Il est temps de faire appliquer les résolutions de l'ONU restées lettre morte. Il en va de l'avenir du peuple palestinien et de la sécurité de l'Etat d'Israël, qui ne pourra se faire accepter des pays arabes s'il ne tient pas compte des revendications du peuple palestinien.

En attendant, les Palestiniens continuent à faire face aux difficultés toujours croissantes. La politique de transfert chemine dans les têtes palestiniennes. Déjà la classe moyenne part. D'autres envisagent de rassembler leurs dernières économies. Est-il possible de sacrifier sa vie et l'avenir de ses enfants au risque de tout perdre?

Si rien n'évolue d'ici quelque temps, le temps aura permis à Israël de s'implanter davantage dans les territoires, d'accroître le sous- développement palestinien. Alors resteront les Palestiniens qui n'ont pas les moyens de s'installer ailleurs, bons pour la main d'œuvre israélienne; alors restera la souffrance d'un peuple sans Etat, et le risque permanent d'un conflit avec les pays arabes qui se souviendront de l'histoire du peuple palestinien.

Fabienne Castelbou



Départ



Le 3 novembre 1990, Catherine et Christian Hœnger-Gasser, ingénieurs en génie rural, de Moudon, membres du groupe FSF-Vaud, ont rejoint la République Dominicaine. Ils seront chargés, avec leurs collaborateurs dominicains, de l'amélioration de l'habitat selon les techniques et le matériau locaux.

Leur adresse:
c/o Grupo Sofonias, Apartado 182
San Juan de la Maguana
République Dominicaine

Retour

Béatrice Schwarz, Luzius Harder, maîtresse de dessin et architecte et leurs fils Simon et Camilo, le 18 octobre 1990. Béatrice avec ses élèves, a remis en valeur l'expression artisanale selon les coutumes et les moyens locaux. Luzius était chargé de l'amélioration de l'habitat, également avec les moyens et les forces locaux, à Masaya au Nicaragua, de 1985 à 1990.

Leur adresse: c/o Anton Harder, Kreuzbuchstrasse 111, 6006 Lucerne.

Décès

M. Benoît Bourguet, le 22 octobre 1990, père de Marie-Antoinette Bourguet, rue de Bernex 296, 1233 Bernex, ancienne volontaire en Haiti.

M. Jean Grangier, le 14 novembre 1990, père de Bernard et Claude Grangier-Denervaud, Juste Olivier 11, 1006 Lausanne. Bernard Grangier est un collaborateur d'Interrogation et Claude ancienne volontaire FSF au Sénégal.

Naissance

Meinrad, le 5 novembre 1990, au foyer de Gabriela et Louis Oberson-Mueller, Rohr, 1712 Tafers.

A chacun de vous, chers amis FSF, cher amis Lecteurs, au loin et en Europe,

nous vous souhaitons un

Noël d'espérance et de paix



Programme Sud

Pour les bureaux d'Eiréné à N'Djamena (Tchad), Agadez (Niger) et à Managua (Nicaragua) nous cherchons des coordinateurs/coordinatrices pour l'accompagnement des volontaires d'Eiréné et pour l'exécution des projets soutenus par Eiréné.

Nous attendons une expérience professionnelle avec spécialisation dans l'aide au développement ou la coopération internationale, expérience de travail en équipe et de travail administratif, expérience professionnelle dans un pays en voie de développement, qualités pédagogiques et engagement chrétien. Les postes ouverts sont les suivants:

Nicaragua

Coordinateur/trice au Nicaragua à Managua

Début de la préparation: printemps 1991

Durée du contrat: 3 ans (avec possibilité de prolongation)

Tchad

Coordinateur/trice au Tchad à N'Djamena

Début de la préparation: dès que possible

Durée du contrat: 3 ans (avec possibilité de prolongation)

Niger

Coordinateur/trice au Niger à Agadez

Début de la préparation: printemps 1992

Durée du contrat: 3 ans (avec possibilité de prolongation)



Secrétariat international à Neuwied (RFA)

L'équipe internationale du Secrétariat d'Eiréné à Neuwied s'occupe de l'accompagnement d'environ 70 volontaires qui font actuellement un service de paix en Afrique, Amérique latine, aux Etats-Unis mais aussi en Europe.

Nous sommes 13 personnes qui travaillons et (pour certains) vivons dans la maison d'Eiréné, où il y a aussi de la place pour des hôtes et des petits groupes. Dans notre équipe il n'y a qu'une Française et un Suisse; les autres sont Allemands. C'est pourquoi nous serions heureux de trouver des «non Allemands» pour les postes qui sont actuellement à pourvoir. Nous cherchons un(e)

Responsable du personnel

(pour la recherche et la sélection des nouveaux volontaires) ayant déjà travaillé à l'étranger, de préférence dans l'hémisphère sud (expérience pratique en administration et sur le plan pédagogique et psychologique ainsi qu'une très bonne connaissance de l'allemand).

Programme Nord

Pour un service de paix nous recherchons des jeunes de plus de 20 ans mais aussi des personnes plus âgées à la retraite ou qui prennent une année sabbatique. Elles doivent être prêtes à s'engager pour au moins une année dans un projet qui les prend en charge (logement, nourriture et argent de poche). Elles sont prêtes à organiser un groupe de soutien qui aidera à financer ce service.
Les postes suivants sont à pourvoir.

Irlande du nord

Women's Information Center, Belfast
Travail avec des femmes (pour les conseiller, garder les enfants, administration et organisation, relations publiques, mise sur pieds de groupes de femmes) (a.p. de février 1991).

Women's Aid
Travail dans une maison des femmes (a.p. de février 1991).

Extern, Belfast
Travail avec des prisonniers libérés et des délinquants, contacts avec les assistants sociaux et juges qui en ont la charge, travaux de ménage (a.p. de février 1991).

Columbanus Community, Belfast
Vivre et travailler dans une communauté œcuménique (a.p. de février 1991).

Etats-Unis

Brethren Volunteer Service
Quatre places dans différents projets de «l'église (historiquement pacifique) des frères». Chaque volontaire choisit son projet au cours de la session de préparation aux USA. (a.p. de février 1991).

Omega House
Soin des malades du SIDA (a.p. de février 1991)

France

Compagnons bâtisseurs
Travaux de construction chez des familles du quart-monde ou pour des associations d'utilité publique (à repourvoir de suite).

Espagne

MOC, Madrid
Travail dans le mouvement d'objection de conscience (MOC) (à repourvoir de suite).



Il y a aussi un internationaliste dans le tableau

Si quelqu'un devait peindre un tableau réaliste ou mystique, ayant pour décor le Nicaragua au cours de ces onze dernières années, et bien, sans aucun doute, ce peintre devrait mettre quelque part dans son tableau un internationaliste. Selon l'expérience de l'artiste, il représenterait des femmes en jupe longue, chaussées de sandales, en train de marcher dans les rues poussiéreuses de Managua, des hommes aux cheveux blonds au volant de voitures neuves le long des routes du pays, des enfants à la peau blanche habillés de bleu et de blanc jouant avec d'autres enfants bruns, également vêtus de bleu et blanc. Il y aurait aussi quelques hommes roux armés, et portant des bottes, en train de travailler dans la boue des régions du nord; bref, une multitude de visages plus ou moins insolites, plus ou moins intégrés aux couleurs de ce tableau. Si l'artiste pouvait représenter des éléments sonores correspondant à tous ces personnages, il ajouterait une touche très juste et parfois comique à son œuvre. Et ne parlons pas de peindre aussi les motivations en ébullition dans le cœur et la tête de nos personnages, les élans qui les ont amenés de façon si massive et unique vers la terre de Sandino. Le tableau parviendrait alors aux limites de l'harmonie et de l'étrange.

D'une façon résumée et schématique, j'aimerais raconter comment je suis venue au Nicaragua, ce qui m'est arrivé et pourquoi je m'en vais aujourd'hui. Le chemin parcouru depuis 1981, nous avons été nombreux et nombreuses à le suivre.

En 1981, j'ai quitté l'Europe, non par désespoir d'y voir grandir toute perspective révolutionnaire dans un continent en voie de dégénérescence, mais parce qu'une Révolution avait triomphé et qu'un gouvernement de «*muchachos*», sans tabous politiques, allait gouverner le pays! De plus, ce gouvernement était très ouvert, au point de demander la solidarité d'autres peuples frères de la planète et il accueillait les camarades, amis et amies d'accord avec le processus historique mis en marche. A cette époque, l'impérialisme nord-américain s'attaquait à ce projet politique sur ses frontières, et c'est ce qui justifiait le rôle de l'internationaliste au Nicaragua: remplacer des gens mobilisés pour la défense de la souveraineté du pays.

Pour moi, cela signifiait le début d'une façon différente de faire de la politique, non comme en Europe où il fallait tant d'efforts pour esquiver les coups d'un capitalisme complexe et néfaste. Au Nicaragua, on nous demandait de construire, de participer à la construction concrète d'une nouvelle société. On peut dire qu'on me demandait de faire tout ce que la lutte en Europe m'interdisait d'entreprendre. Ma façon de faire de la politique, jusqu'à ma vie sociale, devaient changer du tout au tout. Voilà ce qui fondamentalement m'a attirée au Nicaragua. J'y suis venue avec ma famille.

Je suis incapable d'évaluer ce que j'ai pu apporter dans la région du Nicaragua où j'ai passé toutes ces années. Mais il m'est encore plus difficile de jauger ce que j'en ai reçu et ce que j'ai pu partager sur le plan de mon expérience politique, sociale et sentimentale.

Après un certain nombre d'années, j'ai dû quitter le pays pour des raisons familiales.

Dans mon propre pays, j'ai passé quatre ans, comme en exil, à étudier, à poursuivre ma préparation, toujours avec l'idée de retourner au Nicaragua pour travailler en particulier avec des femmes et des enfants.

J'y suis retournée une fois encore avec ma famille il y a quelque temps; mais je vais quitter ce pays dans quelques jours. J'aime le Nicaragua et son peuple, et presque trop la façon d'y vivre. C'est donc les larmes aux yeux que je m'en vais.

J'ai vite compris qu'en arrivant de l'étranger, avec un financement je suis pratiquement coupée de mes camarades femmes, dans le sens que 95% de leur existence est consacrée à la survie et qu'il ne reste que 5% pour les autres choses. Et c'est de ces 95% d'activités que surgira la révolte du peuple nicaraguayen. La lutte syndicale n'a pas besoin d'appuis techniques, puisqu'elle s'alimente de la souffrance et du vouloir-vivre des gens. Ma condition économique est si différente de celles des autres femmes que je ne sers à rien dans cette lutte. C'est mon sentiment.

J'ai aussi compris que même pour mes meilleures camarades «d'avant», je représente une source de dollars et je ne veux pas devenir cela, mon intention n'étant pas de reproduire des relations sociales de domination.

J'ai compris également que je ne viens pas pour remplacer les Nicaraguayens mobilisés, mais cette fois, c'est à la place des travailleurs licenciés ou menacés de licenciement par le gouvernement antipopulaire de Madame Violeta Chamorro que je serai engagée.

J'ai compris enfin que si je travaille dans une institution de l'Etat, mes chefs se sentiront renforcés par cette collaboration, qu'ils vont interpréter comme preuve que leur «démocratie» est effective.



Mais le plus grave, ce n'est pas tout cela. Quand je suis arrivée il y a deux mois, après une si longue absence, je me suis rendue compte que quelque chose avait changé au Nicaragua, quelque chose de plus grave qu'un changement de gouvernement. Peu à peu, j'ai pris conscience des raisons profondes qui avaient amené le peuple nicaraguayen à voter contre le premier projet social global de son histoire, soit le projet populaire sandiniste. J'ai découvert peu à peu que ce qui avait changé au cours de ces années, c'était le rapport de confiance entre le Front Sandiniste et le peuple. Lorsque des camarades, hommes et femmes, m'ont raconté la complexité et les difficultés de cette relation embrouillée, j'ai réalisé que la reformulation et la restructuration du mouvement révolutionnaire au Nicaragua allait être quelque chose de fondamental, de l'ordre du long terme, et qui n'avait pas simplement à voir avec des résolutions, des congrès et de nouvelles élections. J'ai dû reconnaître également que cette tâche n'est pas celle de l'internationaliste, mais des Nicaraguayens, car seuls ceux qui assument l'avenir ont le droit de le déterminer.

Cette superbe collaboration était possible dans les années 1980, lorsque les Nicaraguayens ont fait appel à la solidarité internationale, en en donnant le cadre, inventant ainsi une sorte de relation de coopération politico-économique dans la dignité, *«con dignidad»*. Aujourd'hui, les Nicaraguayens ont besoin de temps pour pouvoir reformuler également avec la solidarité ce genre de relation.

Avec la défaite électorale du Front sandiniste, je constate que le militant ou la militante retrouve un visage plus humain, avec ses bons et mauvais côtés. Lorsque le Parti n'est plus là pour protéger, nourrir et justifier ses membres, chacun doit trouver les moyens de survivre, comme tous les êtres humains de ce monde. Et l'issue que chacun trouve ou entrevoit redonne aux camarades les plus intouchables un visage plus ou moins honnête, plus ou moins rusé, jouisseur ou austère. En réfléchissant à la défaite électorale du Front sandiniste et à ses conséquences sur les camarades nicaraguayens, hommes et femmes, je crois qu'il nous faut nous aussi, les internationalistes, nous confronter à notre réalité, retrouver un visage plus humain, une silhouette plus commune, un travail plus routinier peut-être, une vie sociale plus renfermée, un climat plus glacial où nous assumions la difficulté de transformer nous aussi le monde, comme le font les gens les plus humbles du Nicaragua.

Les internationalistes qui ont travaillé au Nicaragua, et plus encore si c'était dans les montagnes, et plus encore si c'était en risquant leur vie, se sont sentis heureux et fiers, ici et là-bas.

Et s'il est vrai que je suis sortie d'Europe il y a presque dix ans sans ressentir du mépris pour ce vieux continent, après quelques années passées au Nicaragua, je me suis sentie très fière de participer à son processus révolutionnaire, avec ses exigences et sa capacité de nous tirer de la routine. Peu à peu, de façon imperceptible, mon pays est devenu à mes yeux un hypermarché présentant des objets identiques et tristes, un circuit touristique ennuyeux, un hôpital de luxe, une parenthèse.

Il y a dix ans, le Nicaragua lançait un appel à la solidarité pour que nous prêtions main forte au processus révolutionnaire agressé. Aujourd'hui, le message que j'entends surgir de la réalité nicaraguayenne, c'est que chacun se mette en face de sa situation et reformule le projet révolutionnaire qui lui correspond. Voilà notre tâche, jusque dans les endroits les plus pourris où le capitalisme triomphant relève la tête et montre son sourire répugnant, comme par exemple dans l'Allemagne unifiée d'aujourd'hui. En refaisant connaissance de l'Europe d'aujourd'hui, y compris de l'Europe orientale, sous le coup de la défaite du «communisme», comme ils disent, et en recherche de formes de lutte nouvelles à opposer aux ennemis de la vie, nous trouverons peut-être, qui sait, les chemins de la solidarité entre les peuples et tous ceux et celles qui luttent.

Mais ce ne sera pas tous les «cheles», les Européens et les nord-américains qui s'en iront du Nicaragua et certains – toujours solidaires avec le peuple – vont continuer à arriver. Les motifs individuels pour que les uns restent et les autres s'en aillent sont innombrables. Il faut souligner le fait que laisser nos frères et nos sœurs dans une situation si dure, rend très difficile la décision de partir. Mais de même que le mouvement révolutionnaire au Nicaragua a besoin de temps, de même le mouvement de solidarité en Europe en a aussi besoin. C'est ce que je crois.

De sorte que dans le petit tableau du peintre que j'évoquais au début, il faudra dessiner un internationaliste une valise à la main et les larmes aux yeux, sans savoir exactement s'il pleure parce qu'il quitte le Nicaragua ou parce qu'il va en Europe.

Matagalpa, le 12 octobre 1990

Vivianne Luisier, volontaire GVOM

«Il est paraît-il des terres brûlées...»

«La Syrie n'a pas annexé le Liban, qui reste un Etat souverain» (Le Matin); «même si (la) présence (syrienne) s'apparente à une occupation de facto, elle se place du côté du droit» (La Liberté): l'événement grave constitué par le nouveau coup de force syrien au Liban reçoit dans nos médias un traitement consternant dont on ne sait s'il tient plus de l'ignorance, de la candeur désinvolte ou de l'inconscience. Un exemple inacceptable – si l'on songe un instant aux souffrances des populations concernées – de la désinformation que peuvent entretenir chez les papivores du petit matin nos quotidiens nourris au pain bénit des grandes agences de presse.

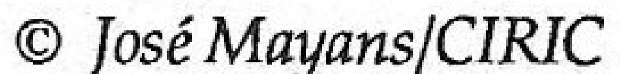
Il est vrai que le public est las de chercher à comprendre l'interminable guerre libanaise, dont les derniers développements suicidaires ont vu s'affronter implacablement les chrétiens entre eux.

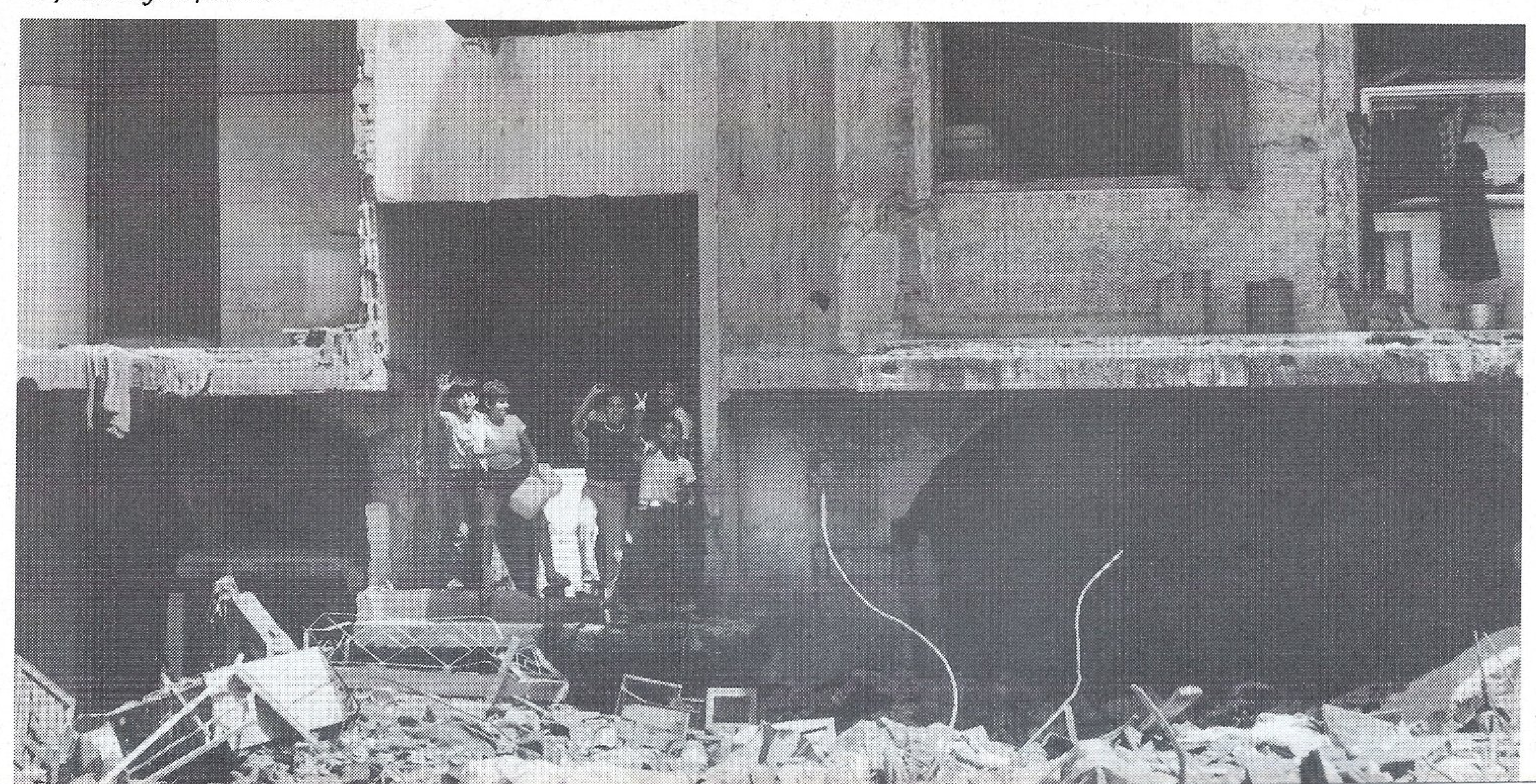
En plus, tous les yeux sont rivés en ce moment sur la crise du Golfe ou sur Jérusalem-Est, ce qui a habilement permis à la Syrie de couvrir son opération avec l'aval de Washington.

Mais il n'y a pas d'excuse, il y a une bonne dose d'incohérence et d'hypocrisie dans ce lâche soulagement «munichois», à l'instar de l'attitude actuelle de la plupart des politiques français, qui fait fermer les yeux concernant Beyrouth sur ce qu'on vient de condamner à grands cris au sujet du Koweit. Une fois de plus joue chez nous toute l'ignorance des réalités et mentalités arabes. Car enfin, ce n'est pas essentiellement de la chute d'un général Aoun qu'il s'agit, mais bien de la première invasion syrienne du «réduit chrétien» depuis 1976, un pas décisif vers la mainmise d'Assad-le-Lion (son prénom arabe) sur le Liban, et puis sans doute le début de la fin de l'autonomie des chrétiens d'Orient, dont ils portent eux-mêmes une large part de responsabilité. Cette conviction appelle les mises au point suivantes, pour ne pas tomber dans le panneau de la «légalité» qui sert à la fois les ambitions de Damas et le plan kissingérien sur la question du Moyen-Orient:

– Peu importent au fond la personnalité de Michel Aoun lui-même, ses coups de gueule, son intransigeance et ses graves erreurs tactiques de militaire: à l'envers de tous nos schémas d'analyse idéologique qui datent du retournement occidental de 1967 en faveur de la cause palestinienne, la voix rauque et sans nuances de ce fils de la banlieue Sud (du temps de la cohabitation) restera peut-être dans l'Histoire l'expression tardive mais authentique d'une certaine conscience populaire et nationale libanaise. En témoignent les immenses manifestations de rue de l'automne 1989, pour la première fois au Liban, mais dont l'écho a été minimisé ici. C'est cette conscience et cette population qu'on a voulu à toute force faire taire, à coup de répression milicienne, blocus, retournements d'alliances, de pilonnages et maintenant d'occupation.

– Par contre, on fait la part belle à un Elias Hraoui, trafiquant bekaaiote et fantoche sans envergure nationale ni représentativité populaire ou locale, qui sert de simple paravent au Grand Frère syrien et aux factions alliées. Parler de ses troupes est dérisoire: l'armée libanaise,


© José Mayans/CIRIC





© *José Mayans/CIRIC*

pour un tiers musulmane d'ailleurs, se trouvait principalement en secteur chrétien. Pour ce qui est de l'élection du président à Chtaura, ceux qui ont suivi la situation de près savent que c'était une sinistre parodie dont la communauté internationale s'est commodément lavé les mains.

- Le fameux document de Taëf du 16 septembre 1989 n'a rien d'un pacte d'«entente nationale», mais représente un véritable diktat syrien.

- Lorsque la troïka arabe, un mois avant sa publication, avait fait mine de désigner l'obstacle syrien à la souveraineté libanaise, les délibérations avaient été bloquées jusqu'à ce qu'elle fasse machine arrière. Dans ce contexte, malgré la sincérité de personnalités comme Sélim el-Hoss, le gouvernement de l'Ouest n'est pas plus légitime et représentatif des véritables aspirations des Libanais que la classe politique chrétienne pourrie, y compris l'Eglise maronite, qui ont mené leurs communautés au désastre. Seules des élections démocratiques feraient la lumière sur les aspirations réelles du peuple libanais, mais, principale victime, il reste baillonné.

- La Syrie d'Assad enfin, malgré son semblant de respectabilité internationale due à l'habileté manœuvrière du tout-puissant maître de Damas et aux intérêts américains dans la région, est celle d'une minorité d'oppresseurs alaouites et d'un parti Baas laïc dont les crimes n'ont rien à envier à ceux de Saddam Hussein. Qu'on se souvienne seulement des bains de sang de Hama en 1980 ou de Tripoli en 1985. Ces massacres laissent deviner ce que recèlent les geôles de ce régime de fer, d'où filtrent les pires horreurs, et qui n'ont bien sûr jamais été accessibles aux organisations humanitaires. Déjà, en ce moment même dans le Metn, pillages et arrestations arbitraires sont perpétrés et tout un système de corruption, largement éprouvé dans les autres zones occupées, va s'étendre et gangréner les services de ce secteur, qui venait d'être libéré du racket organisé par les Forces Libanaises (FL).

Cette milice d'ailleurs, malgré ses fanfaronnades, ne perd rien pour attendre, car son destin est désormais scellé.

Faussement nommées «réduit chrétien», les régions Est ont vu s'agglutiner, en quelques années et au prix d'une véritable catastrophe sociale et écologique, les réfugiés de tout le pays, en cohabitation confessionnelle et parfois d'une extrême pauvreté sur les lignes de démarcation.

Dès lors, qui osera encore conjecturer avec indécence, à part M. Mitterand, que cette nouvelle agression est un pas vers la paix, l'indépendance et la réunification du Liban? Comment pareille injustice pourrait-elle être fondatrice de renouveau? Le Liban des interventions extérieures semble triompher: la simple vérité est qu'on assiste à la fin d'un Liban «profond» qui avait juste commencé à se redécouvrir libre et réconcilié. Rien à voir avec le Liban des seigneurs de la guerre, le Liban sectaire des Phalangistes du croisé Geagea, celui des Chiites inféodés à Amal ou au Hezbollah. C'est le début d'un protectorat dans une indifférence générale qui enlève tout crédit moral, s'il en est, à la levée de boucliers contre l'agresseur irakien: deux poids, deux mesures – le Liban continue décidément à faire les frais du soi-disant réglement de la question moyen-orientale. Mais cette fois, semble venu le temps de la mise à mort.

Qu'on ne s'y trompe donc pas, le procès qu'on risque de faire à l'ancien chef du gouvernement de transition n'est qu'un écran de fumée de plus. Damas ne s'arrêtera pas en si bon chemin. Les Libanais de tous âges et de toutes confessions descendus dans la rue ont voté avec leurs pieds pour un Liban libre des manipulations extérieures et de ses démons intérieurs qui secrètent la haine destructrice. C'est ce Liban- là qu'il ne faut pas oublier aujourd'hui, et non pas appuyer par notre aveuglement complice le Liban colonisé de la Grande-Syrie et du Grand-Israël, ou le Liban défiguré en ghetto armé palestinien.

On ne me fera pas croire qu'il n'existe pas! En une année et demi de vie au cœur de cette tragédie et aux côtés de ce peuple en souffrance, j'ai pu rencontrer les Libanais et partager les derniers espoirs pathétiques de toute une jeunesse sacrifiée.

Antoine, Najwa, Mounir, Mona, Nisrine et les autres, où êtes-vous ce soir de danger et d'amertume? pour vous, je me prêterais à rêver qu'elles disaient vrai, les affiches rouges et dérisoires d'un «Napolaoun», répercutant sur toutes les routes du réduit l'espoir désabusé de Brel:

«Il est paraît-il des terres brûlées-
Donnant plus de blé qu'un meilleur avril».

Pierre-Yves Maillard



Le visiteur de Noël

Il était beau, il était jeune, il avait cette aisance qu'ont les gens qui se savent aimés. Tout lui avait réussi comme on dit. La famille, les études, le sport, le travail, les relations sociales.

Il avait vécu l'amitié,
il avait vécu l'amour,
il les avait aimés
mais ils ne l'avaient pas comblé.

Ses mains étaient accueillantes, son sourire était vrai et il avait au fond de son regard des reflets d'ambition, d'innocence et de désirs.

Ayant goûté à toutes les joies, il eut l'envie brûlante d'autre chose, l'envie dévorante de l'Autre que l'on dit invisible mais qui est pourtant plus visible que le visible.

Alors, un soir de Noël, alors que la fête battait son plein partout, dans les églises, dans les restaurants, dans les hôtels de montagne et dans les chalets, il partit seul et s'en vint frapper à la porte.

Avec la force de sa décision toute neuve, il frappa bien fort trois coups qui résonnèrent dans la nuit.

Puis ce fut le silence.

Il attendit impatiemment. Rien. Il frappa encore. Des bruits touffus lui parvinrent puis, une voix lointaine demanda :
«Qui est là ?»

Etonné d'une telle question, car il se savait attendu, il répliqua :
«C'est moi !»

Alors la voix reprit :
«Ici, il n'y a pas de place pour toi et moi ...»

Défait, anéanti, il repartit.

Il avait décidé de quitter le monde et on lui répondait :
«Ici, il n'y a pas de place pour toi et moi.... »

Il se rebella, son égo saigna. Il ne fêta pas Noël... il pleura des larmes de rage, de dépit, d'incompréhension.

Puis, peu à peu, le calme se fit en lui, les mots terribles se fendirent et il put commencer à en saisir la signification. Au-delà de son égo meurtri...

Il quitta peu à peu ses oripeaux, le centre de la scène où il se jouait son théâtre à lui, les feux de la rampe...

Il y plaça l'autre et le servit, maladroitement d'abord, car il en avait si peu l'habitude. Puis de mieux en mieux.

Il apprit le dépouillement, se surprit à devenir humble et tolérant.

Les saisons passèrent et un jour, après de nombreux automnes, il se remit en route, se retrouva un soir de Noël devant la même porte, entouré du même silence.

Il frappa, presque timidement cette fois, comme s'il avait peur de déranger.

On lui répondit immédiatement :
«Qui est là ?»

et lui répliqua lentement :
«C'est toi ... »

Alors, la porte s'ouvrit toute grande et il entra, et il fêta Noël, Pâques et toutes les fêtes.

(La personne qui nous a proposé ce texte ne se souvient malheureusement plus de son origine, ayant décidé de le publier tout de même, nous présentons nos excuses à l'auteur ainsi oublié, qu'il nous pardonne cet anonymat.)

Extraits d'une lettre de M. Maurice Lanfranchi d'Assens
(physicien nucléaire, spécialiste des protections et des blindages).

Je suis surpris,

Votre journal se veut ouvert! D'accord et bravo! Mais j'ai eu le sentiment contraire en lisant le dossier 5 du mois de juin. Lors d'un enjeu si important il aurait fallu donner la parole à un contradicteur. (...)

Dans le dossier de J.-B. Billeter on trouve plusieurs citations incorrectes parce qu'incomplètes. Je trouve dommage qu'il cite Tanguy sans présenter le rapport complet. Peut-être ne l'a-t-il pas, et il ne fait que répéter naïvement ce qu'il a entendu ailleurs, ou bien il le possède et l'abus est manifeste.

Faut-il rappeler que le rapport de Tanguy s'adresse à des professionnels et qu'il faut le lire comme tel. Dans notre jargon occidental «accident majeur» signifie fonte du cœur par suite de perte de réfrigérant. Ce fut le cas à Lucens et à Three Miles Island. Les rejets de contamination sont négligeables vis-à-vis de ceux de Tchernobyl. Dans notre jargon l'accident de Tchernobyl est une catastrophe. Les probabilités données par Tanguy correspondent à un accident majeur et non à une catastrophe, et sous la condition qu'aucune installation ne soit modernisée.

L'encart du rapport relatif à Tanguy doit être corrigé d'un mot et doit commencer par: «Sur l'évaluation des risques d'accident majeur, calcul...», ce qui, au vu du paragraphe précédent, a une signification précise.

D'autres affirmations de J.-B. Billeter, comme par exemple «Le surgénérateur de Creys-Malville, avec sa technologie mal maîtrisée, entretient un suspense infernal et permanent», sont peut-être vraies dans le public, mais pas du tout chez les professionnels. La peur de M. Billeter ne peut en aucun cas servir de preuve scientifique. Au plus la lecture de documents techniques sur la centrale, épaulée par un spécialiste du cœur des réacteurs et de la sûreté inhérente, pourraient lui ouvrir des perspectives moins noires et assurer son sommeil. (...)

Ceci dit il n'est pas exclu de corriger le tir et de donner un aspect positif au débat si vous consentez à ouvrir vos colonnes à d'autres avis. A ce propos je voudrais vous demander un droit de réponse à cet article, en un nombre de pages équivalent.

Maurice Lanfranchi

Interrogation: *Rappelons que J.-B. Billeter n'est pas un naïf ni un «poète», mais un ingénieur physicien EPFZ. S'il est vrai que notre dossier sur le nucléaire était unilatéral, nous ne pensons pas que quiconque ait été privé de lire les arguments pro-nucléaires. Nous publions donc bien volontiers les correctifs ci-dessus, mais n'avons nulle intention d'y consacrer plus d'espace.*

La rédaction



DIS!... TU M'ÉCOUTES?

L'appel pour la survie de cette page paru dans le dernier numéro n'a pas encore reçu de réponses.

Nous espérons encore vos envois pour le prochain numéro. Si malheureusement rien n'arrive cette page disparaîtrait définitivement dès l'an prochain. Est-ce réellement ce que vous souhaitez?

J.A.

Rédaction:
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580 - 2

EIRENE
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse
CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046 - 2

FSF
Frères sans frontières
Grand-rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP 17-7786 - 4

GVOM
«La Joliette»
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968 - 7

Changement d'adresse: prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

INTERROGATION parait huit fois par année.
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression / composition: Imprimerie Glasson SA - Rue de la Léchère 10
CH-1630 Bulle